

Règlements Généraux de Hockey Estrie



RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX

RÉGION ESTRIE

Révisé le 22 mai 2018

Adoptés le 22 mai 2018



CHAPITRE 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Étant un guide pour la rédaction des règlements généraux des membres collectifs de Hockey Québec, lequel contient un certain nombre de dispositions qu'ils doivent respecter conformément à l'article 1.7 c) des règlements généraux de Hockey Québec.

1.1 Dénomination sociale (Nom)

La dénomination sociale de la corporation est HOCKEY ESTRIE INC. Cette dernière est aussi connue et désignée sous le nom HOCKEY ESTRIE INC. et est indiquée dans ce texte sous l'abréviation H.E.

1.2 Définitions

À moins d'une disposition expresse au contraire ou à moins que le texte ne le veuille autrement dans ces règlements :

- « administrateur » désigne le Conseil ;
- « conseil » désigne le Conseil d'administration ;
- « inspecteur général » désigne l'inspecteur général des institutions financières chargé de l'administration de la loi ;
- « Loi » désigne la Loi sur les compagnies ;
- « règlement » désigne l'un ou l'autre des règlements de Hockey Québec en vigueur à l'époque pertinente ;
- « région » désigne une Corporation régionale dont les limites géographiques sont déterminées par Hockey Québec ;
- Hockey Québec désigne la Fédération québécoise de hockey sur glace.

1.3 MISSION, BUTS ET OBJECTIFS

1.3.1 Mission

La Corporation est un organisme de régie et de services qui, en concertation avec ses principaux partenaires doit favoriser et encadrer toutes les formes de pratique du hockey sur glace sur tout le territoire de sa région auprès de toutes les catégories de participants dans les secteurs initiation, récréation, compétition et excellence en vue de favoriser le développement du hockey sur glace et celui de la personne qui le pratique.

1.3.2 Buts

La Corporation est constituée afin de poursuivre les buts suivants :

- contribuer au développement du sport amateur ;
- assurer le développement du hockey sur glace ;
- développer l'excellence dans la pratique du hockey sur glace ;
- véhiculer les valeurs sociétales telles l'idéal amateur et les valeurs de l'esprit sportif

Règlements Généraux de Hockey Estrie

1.3.3 Orientations stratégiques de la région

- Sanctionner les compétitions sportives entre athlètes de niveau amateur au hockey sur glace ;
- Réglementer et opérer les mécanismes nécessaires à la réalisation de son mandat ;
- Assurer le perfectionnement et l'encadrement de l'élite régionale ;
- Assurer la formation et le perfectionnement des intervenants à tous les niveaux de pratique ;
- Se concerter avec les partenaires affinitaires ;
- Définir et opérer un modèle de gouvernance;
- Mettre en place des programmes pour véhiculer des valeurs sociétales ;
- Organiser des campagnes de souscription dans le but de recueillir des fonds nécessaires à la réalisation de la mission, buts et objectifs.

1.3.4 Principes d'intervention

- La synergie régionale & provinciale
- Le service aux membres
- Le partenariat

1.4 Sièg

Le siège de HOCKEY ESTRIE INC. est situé à SHERBROOKE et à telle adresse civique que peut déterminer de temps à autre le Conseil d'administration.

1.5 AFFILIATION

La Corporation peut être membre de tout organisme de régie oeuvrant dans le domaine du hockey sur glace et sans restreindre la généralité de ce qui précède. Cette dernière doit être membre de Hockey Québec.

1.6 INTERPRÉTATION

- Dans les présents règlements et tout autre règlement de Hockey Québec, et de la Corporation régionale, la forme masculine attribuée au texte ou aux fonctions est utilisée pour marquer le genre neutre et désigne aussi bien les femmes que les hommes
- Les présents règlements et tout autre règlement de la Corporation doivent être interprétés conformément à la loi sur l'interprétation au cas de doute ou d'ambiguïté.

1.7 ASSOCIATIONS DE HOCKEY MINEUR

1.7.1 La Corporation regroupe les associations de hockey mineur qui exercent leurs activités sur le territoire de la région sur lequel elle a juridiction. La Corporation reconnaît chaque association et lui accorde juridiction sur un territoire distinct selon les modalités et conditions fixées de temps à autre par le conseil d'administration.

1.7.2 Chaque association de hockey mineur doit être incorporée au registre des entreprises du Québec.

Règlements Généraux de Hockey Estrie

- 1.7.3** Chaque association de hockey mineur est maître de sa régie interne. En raison de son affiliation à la corporation régionale de hockey qui a juridiction sur son territoire et à Hockey Québec, elle doit se conformer aux règlements de cette corporation régionale et de Hockey Québec qui lui sont applicables. Les règlements qu'elle adopte pour les fins de sa régie interne ne peuvent aller à l'encontre des dispositions obligatoires que l'on retrouve dans les règlements de Hockey Québec et dans le guide pour la rédaction des règlements généraux d'une association de hockey mineur. Elle doit déposer à la Corporation, suivant son Assemblée générale annuelle de chaque année, ses modifications de réglementation afin de les faire approuver. La Corporation donnera son approbation avant le 1^{er} juillet de chaque année.
- 1.7.4** Une association de hockey mineur qui, de l'avis du Conseil d'administration de la Corporation, contrevient à l'article 1.7.2 peut être suspendue ou expulsée à titre de membre de la Corporation, le tout sujet aux présents règlements. De plus, tout règlement ou partie de règlement de quelque nature, incompatible en tout ou en partie avec les présents règlements ou tout autre règlement de Hockey Québec est réputé invalide à l'égard de la Corporation.

1.8 LES LIGUES

- 1.8.1** La Corporation regroupe les ligues de hockey mineur simple et double lettre qui exercent leurs activités sur le territoire de la région sur lequel elle a juridiction. La Corporation reconnaît chaque ligue et lui accorde juridiction sur un territoire distinct selon les modalités et conditions fixées de temps à autre par le conseil d'administration.
- 1.8.2** Chaque ligue simple et double lettre doit être incorporée au registre des entreprises du Québec.
- 1.8.3** Chaque ligue est maître de sa régie interne. En raison de son affiliation à la corporation régionale de hockey qui a juridiction sur son territoire et à Hockey Québec, elle doit se conformer aux règlements de cette corporation régionale et de Hockey Québec qui lui sont applicables. Les règlements qu'elle adopte pour les fins de sa régie interne ne peuvent aller à l'encontre des dispositions obligatoires que l'on retrouve dans les règlements de Hockey Québec et dans le guide pour la rédaction des règlements généraux d'une association de hockey mineur. Elle doit déposer à la Corporation, suivant son Assemblée générale annuelle de chaque année, ses modifications de réglementation afin de les faire approuver. La Corporation donnera son approbation avant le 1^{er} juillet de chaque année.
- 1.8.4** Une ligue qui, de l'avis du Conseil d'administration de la Corporation, peut être suspendue ou expulsée à titre de membre de la Corporation, le tout sujet aux présents règlements. De plus, tout règlement ou partie de règlement de quelque nature, incompatible en tout ou en partie avec les présents règlements ou tout autre règlement de Hockey Québec est réputé invalide à l'égard de la Corporation.



CHAPITRE 2

MEMBRES

CHAPITRE 2. MEMBRES

2.1 CATÉGORIE

La Corporation reconnaît quatre (4) catégories de membres à savoir :

2.1.1 Les membres individuels

Lesquels se divisent en quatre (4) classes :

- Les joueurs de hockey dûment affiliés à Hockey Québec ou à l'un de ses membres actifs selon les modalités et conditions fixées de temps à autre par le Conseil d'administration.
- Les entraîneurs et les instructeurs de hockey dûment affiliés à Hockey Québec ou à l'un de ses membres actifs selon les modalités et conditions fixées de temps à autre par le Conseil d'administration.
- Les officiels de hockey dûment affiliés à Hockey Québec ou à l'un de ses membres actifs selon les modalités et conditions fixées de temps à autre par le Conseil d'administration.
- Les administrateurs de la Corporation reconnus par elle et les administrateurs de ses membres reconnus par eux selon les modalités et conditions fixées de temps à autre par le conseil d'administration.
- Tout autre personne nommée à ce titre par la Corporation.

2.1.2 Les membres affiliés

Ils sont les ligues régionales opérant sur le territoire de la Corporation selon les modalités et conditions fixées par le conseil d'administration.

2.1.3 Les membres actifs

Ils sont les associations de hockey mineur dûment affiliées ou reconnues par la Corporation selon les modalités et conditions fixées de temps à autre par le Conseil d'administration.

2.1.4 Les membres à vie (honorifique)

Ils sont les individus qui accèdent au Club de l'excellence d'Hockey Estrie, suite à une recommandation d'un membre actif ou associé, au Conseil d'administration régional qui les désigne à ce titre pour les nombreuses années de services rendus à la cause du hockey mineur sur le territoire d'opération de la Corporation

2.2 MODALITÉS ET CONDITIONS D'AFFILIATION

Les modalités et conditions d'affiliation pour tous les membres de la Corporation sont celles arrêtées par le Conseil d'administration de la Corporation et les conditions minimales sont celles inscrites dans le « Livre de règlements administratifs » de Hockey Québec ou toute autre modalité ou condition arrêtée par le Conseil d'administration de la Corporation.

2.3 COTISATION

2.3.1 Le Conseil d'administration fixe annuellement ou sur une autre base le montant de la cotisation des membres ainsi que les modalités de versement de cette dernière s'il y avait lieu.

Le Conseil d'administration peut fixer une cotisation différente pour chaque catégorie de membres ou classes de membres; cependant, les membres à vie ne paient pas de cotisation.

Règlements Généraux de Hockey Estrie

2.3.2 Tout retard dans le paiement de la cotisation ou de toute autre redevance de la part d'un membre peut entraîner pour ce membre la perte de ses droits et privilèges au sein de la Corporation, y compris son droit de vote s'il en a un.

2.3.3 Un membre qui démissionne ou qui est suspendu ou expulsé de la Corporation en vertu des présents règlements ou de tout autre règlement de Hockey Québec n'est pas remboursé du paiement de sa cotisation.

2.4 DÉMISSION

2.4.1 Tout membre peut démissionner de la Corporation en adressant une lettre à cet effet au secrétaire de la Corporation ou au cas de vacance à ce dernier poste, au président. Cette démission prend effet à compter de la date de la réception de ladite lettre ou de la date de démission inscrite dans cette lettre, la date la plus éloignée étant celle à retenir.

2.4.2 Malgré toute démission un membre n'est pas libéré de ses obligations financières vis-à-vis la Corporation, y compris le paiement de sa cotisation s'il y avait lieu.

2.4.3 La démission d'un membre affilié ou d'un membre actif doit être accompagnée d'une copie certifiée de la résolution du Conseil d'administration de ce membre à cet effet.

2.5 SUSPENSION OU EXPULSION

2.5.1 Le Conseil d'administration peut expulser ou suspendre pour *la* période de temps qu'il détermine tout membre de la Corporation qui à son avis ne respecte pas les présents règlements ou tout autre règlement de Hockey Québec ou dont la conduite est jugée préjudiciable aux intérêts ou à la réputation de cette dernière.

Cependant, avant de se prononcer sur une question relative à l'expulsion d'un membre ou sa suspension, le Conseil d'administration doit aviser par écrit ce dernier de l'heure, l'endroit et la date de l'audition de son cas, lui faire part succinctement des motifs qui lui sont reprochés et lui offrir la possibilité de faire valoir sa défense aux actes reprochés.

2.5.2 Nonobstant ce qui précède, le Conseil d'administration peut adopter et mettre en vigueur des règlements techniques, des règlements de jeu ou d'autres règlements de même nature qui peuvent comporter des sanctions disciplinaires automatiques, y compris l'imposition d'amendes, à l'égard d'un membre participant à une activité sanctionnée par la Corporation ou l'un des membres de ses membres affiliés ou actifs.

2.5.3 Le Conseil d'administration est autorisé à adopter, mettre en vigueur et suivre en matière de suspension, expulsion ou imposition de sanctions disciplinaires la procédure qu'il peut de temps à autre déterminer par voie de règlement. Il peut également confier à un comité de discipline l'administration et l'étude des cas disciplinaires relevant de l'application ou l'interprétation des règlements techniques, des règlements de jeu ou d'autres règlements de même nature.



CHAPITRE 3

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

CHAPITRE 3. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

3.1 COMPOSITION

Toute ***assemblée générale annuelle*** de la Corporation est composée des membres ou délégués des associations suivantes seulement :

- les administrateurs de la Corporation en fonction
- les membres du Conseil d'administration ou Bureau de direction élus des associations actifs mais sans excéder le nombre de trois (3) pour chacun.
- **Les membres à vie**

3.2 POUVOIRS

- Déterminer les politiques générales et mandats de la Corporation
- Accepter les états financiers
- Recevoir le rapport final des activités
- Élire les officiers
- **Ratifier les gestes des administrateurs Biffer**
- Ratifier les modifications proposées aux règlements généraux et administratifs.

3.3 LISTE DES DÉLÉGUÉS

3.3.1 La liste des délégués des membres actifs doit être remise à l'attention du secrétaire de la Corporation ou de tout autre personne désignée par cette dernière au plus tard(**15 jours avant**) à l'ouverture de toute assemblée des membres.

3.3.2 La liste des délégués est valable jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle de la Corporation. Cependant, cette liste peut être modifiée par un membre au cas de démission, décès, suspension ou expulsion de l'un des délégués de ce membre. Il appartient au membre actif d'informer le secrétaire de la Corporation d'un tel changement.

3.3.3 Toute erreur ou omission dans la manière de désigner un délégué d'un membre n'a pas pour effet de rendre nuls toutes résolutions ou tous les règlements adoptés lors **de l'assemblée générale annuelle.**

3.4 DATE DE CONVOCATION

L'assemblée annuelle de la Corporation doit avoir lieu au plus tard quinze (15) jours de calendrier avant celle de Hockey Québec, à la date, au lieu et à l'heure déterminés par le Conseil d'administration.

3.5 ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE

3.5.1 Une assemblée extraordinaire de la Corporation peut être convoquée sur demande de la majorité (50% plus un) des membres du Conseil d'administration, par le secrétaire ou toute autre personne désignée à cet effet.

3.5.2 Une assemblée extraordinaire peut également être convoquée à la demande écrite d'au moins 10% des délégués inscrits sur la dernière liste des délégués à une ***assemblée générale annuelle*** prévue à l'article 3.3.1. Dans un tel cas si l'assemblée extraordinaire demandée par les membres n'est pas convoquée et tenue dans les vingt et un (21) jours suivant le dépôt de la demande écrite auprès de la Corporation, dix pour cent (10%) des délégués peuvent eux mêmes la convoquer à la date et à l'endroit de leur choix.

3.6 AVIS DE CONVOCATION

3.6.1 Le délai de convocation à toute assemblée générale annuelle est de dix (10) jours. L'avis de convocation doit mentionner la date, l'heure et l'endroit de cette assemblée et dans le cas d'une assemblée extraordinaire l'ordre du jour de cette dernière.

3.6.2 L'avis de convocation est adressée à l'attention de chacun des administrateurs de la Corporation en fonction, **de chacun des délégués des membres actifs et des membres à vie.**

3.6.3 Omission de transmettre

L'omission involontaire de transmettre un avis d'assemblée, ou le fait qu'un membre ne l'ait pas reçu, n'invalide pas de ce fait aucune résolution passée ou aucune des procédures faites à cette assemblée.

3.7 QUORUM

Le quorum à toute Assemblée Générale Annuelle est constitué de 50% des Associations et de 50% des administrateurs de la Corporation plus un (1) pouvant composer une telle assemblée conformément à l'article 3.1.

- Exemple de la constitution du Quorum :

1 personne /délégué par association x 25 (50%) = 13 et de 5 membres de la Corporation x (50%) = 3 ; Quorum : 16 + 1= 17

3.8 VOTE

À toute assemblée générale annuelle:

- Les administrateurs et les délégués des membres actifs ont droit à un seul vote chacun ;
- **Le vote par procuration est interdit ;**
- Le vote se prend à main levée sauf si le tiers des personnes ayant le droit de vote réclament un scrutin secret. Ce dernier est toutefois de rigueur lors de l'élection des administrateurs ;
- Au cas d'égalité des voix, le président de la Corporation a droit à un vote prépondérant ;
- Toute proposition ou règlement est adoptée à la majorité simple des voix exprimées sauf s'il en est autrement prévu dans les présents règlements ou par la Loi.

3.9 PROCÉDURE D'ASSEMBLÉE

Le président de la Corporation ou le cas échéant le président d'assemblée détermine la procédure à suivre lors de l'assemblée générale annuelle sous réserve de l'appel aux membres et des moyens relatifs à la procédure d'élection. Dans les cas douteux ou non-déterminés, le président de l'assemblée est le seul maître de la procédure à suivre et sa décision est finale et sans appel.



CHAPITRE 4

CONSEIL D'ADMINISTRATION

CHAPITRE 4. CONSEIL D'ADMINISTRATION

4.1 COMPOSITION

Le Conseil d'administration est composé d'au moins **cinq (5)** personnes élues directement par les personnes ayant le droit de vote à toute assemblée des membres.

4.2 MANDAT

4.2.1 La durée du mandat des administrateurs est de trois (3) années. Les élections se font selon le cycle suivant :

2019 = Élection un (1) Président + un (1) Vice-président

2020 = Élection un (1) Vice-président

2021 = Élection deux (2) Vice-présidents

2022 = Élection un (1) Président + un (1) Vice-président

Etc...

4.2.2 Un Président est limité à deux (2) mandats au sein de la Corporation dans une même fonction. Suite à deux mandats consécutifs :

- Un Président peut se présenter à la Vice-présidence de la Corporation
- Advenant qu'aucune candidature n'est déposée à la date limite, le Président des Élections proposera au Président en place s'il désire exercer un troisième (3^e) mandat ou plus dans son poste en élection.
- Advenant le refus du Président sortant de poursuivre un 3^e mandat ou plus, le Président des Élections proposera au Vice-président délégué s'il désire prendre le poste de Président.

4.3 POUVOIRS ET RÔLES

- Établir les priorités et le plan d'action de l'organisme
- Adopter les modifications aux règlements généraux
- Administrer la Corporation pour et au nom de ses membres
- Nommer les membres des comités ou commissions et superviser leur travail
- Adopter le budget de la Corporation et en adopter les états financiers
- Exercer tous les autres pouvoirs qui facilitent l'atteinte des buts fixés.

4.4 QUALITÉ DES PERSONNES CANDIDATES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

4.4.1 Afin d'être éligible à la fonction d'administrateur, les personnes doivent être âgées d'au moins dix-huit ans et être membre individuel de la Corporation.

4.5 ASSEMBLÉE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

4.5.1 Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que jugé nécessaire sur demande du président ou de **deux (2)** administrateurs.

4.5.2 L'avis de convocation doit être transmis par lettre au moins sept (7) jours à l'avance ou par calendrier fixe en début d'année.

4.5.3 Un administrateur peut renoncer par écrit à l'avis de convocation d'une réunion du Conseil d'administration, soit avant, soit après la tenue de la réunion. Sa présence à la réunion équivaut à une

Règlements Généraux de Hockey Estrie

renonciation sauf s'il y assiste spécialement pour s'opposer à sa tenue en invoquant l'irrégularité de sa convocation.

4.6 QUORUM

Le quorum à toute assemblée du Conseil d'administration est fixé à 50% plus un des administrateurs de la Corporation. Advenant un nombre avec décimal, nous arrondissons ce résultat vers le bas. Ex : 5 administrateur x 50 % = 2,5 + 1 administrateur = 3,5....on arrondie vers le bas = 3 administrateurs

4.7 AJOURNEMENT

Une assemblée régulièrement convoquée et ayant le nombre suffisant de membres pour former le quorum, peut-être ajournée, qu'il y ait ou non quorum au moment de l'ajournement, à la majorité des membres présents. L'assemblée peut-être reprise par la suite sans qu'il soit nécessaire de donner un nouvel avis.

Les administrateurs présents au moment de l'ajournement ne sont pas tenus de constituer le quorum à la reprise de la réunion. S'il n'y a pas quorum à la reprise de l'assemblée ajournée, cette dernière est réputée s'être terminée immédiatement après l'ajournement.

4.8 CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE

Sous réserve des dispositions relatives à l'avis de convocation et au quorum prévues aux présents règlements, une assemblée du Conseil d'administration peut avoir lieu sous forme d'une conférence téléphonique.

4.9 DÉMISSION

Tout administrateur peut démissionner de sa fonction en adressant un avis écrit à cet effet au secrétaire de la Corporation ou au cas de vacance à cette fonction, au président. Cette démission prend effet à compter de la date de réception de l'avis écrit.

4.10 VACANCE ET REMPLACEMENT

4.10.1 Si une vacance survient au cours d'une année autre qu'une année électorale, le Comité des Élections doit tenir une élection partielle pour combler la vacance au plus tard soixante (60) jours après la date à laquelle la vacance est survenue. Si une vacance survient au cours d'une année électorale, le poste vacant, pour autant qu'un quorum reste en exercice, peut-être comblé par le Conseil, en choisissant un membre de la corporation.

4.11 DIRIGEANTS

Les dirigeants de la Corporation sont :

- Le président
- Les vice-présidents **(4)** au nombre de ***quatre***.

4.12 INDEMNISATION ET RÉMUNÉRATION

La fonction d'administrateur et d'officier est gratuite. Toutefois, les administrateurs et officiers peuvent être remboursés de leurs dépenses selon les politiques déterminées de temps à autre par la Corporation.

4.13 CODE D'ÉTHIQUE

Le Conseil d'administration adopte et modifie de temps à autre un code d'éthique pour les administrateurs. Le code peut comprendre notamment des dispositions concernant les conflits d'intérêts et la confidentialité des délibérations des assemblées.

4.14 TÂCHES ET FONCTIONS DES ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

Sauf disposition contraire de la loi ou de ces règlements, chaque administrateur et dirigeants accomplit les tâches et exerce les fonctions ordinairement rattachés à son poste et ceux qui lui sont dévolus par le Conseil d'administration.

4.15 LE PRÉSIDENT

À moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le Conseil d'administration et sous son contrôle, le président de la Corporation est responsable de l'administration des affaires de la Corporation. Il préside les réunions du Conseil d'administration auxquelles il est présent. De plus, il est membre d'office de tous comités.

4.16 LES VICE-PRÉSIDENTS

En l'absence du président de la Corporation ou s'il ne peut agir, l'un ou l'autre des vice-présidents, s'il a la qualité d'administrateur, préside les réunions du Conseil d'administration. Un vice-président doit, de plus, exercer les autres tâches et fonctions qui lui sont dévolues de temps à autre par le Conseil d'administration.

4.17 Un vice-président sera nommé SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Le secrétaire doit assister aux assemblées des membres et aux réunions du Conseil d'Administration et en dresser les procès-verbaux dans les livres appropriés. Il donne avis de ces assemblées et/ou réunions. Il est le gardien des registres, documents et archives etc... de la corporation. Il doit exercer les autres tâches et fonctions qui lui sont dévolues de temps à autre par le Conseil d'Administration. Il est responsable devant le Conseil d'Administration et doit lui rendre compte.

Le trésorier reçoit les sommes payées à la Corporation. Il doit les déposer au nom et au crédit de cette dernière auprès d'une institution financière choisie par le Conseil d'Administration. Il doit tenir ou faire tenir au bureau de la Corporation des livres et registres contenant un état détaillé et complet des transactions affectant la situation financière de la Corporation. Il est aussi tenu de montrer sur demande ces livres, registres et comptes à tout administrateur de la Corporation, au bureau de cette dernière, pendant les heures de travail. De plus, il exerce les autres tâches et fonctions qui lui sont dévolues par le Conseil d'Administration. Il est responsable devant le Conseil d'Administration et doit lui rendre compte.

4.18 RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

Un administrateur et dirigeant n'est pas responsable des pertes, des dépenses ou des dommages subis par la Corporation alors qu'il est en fonction, excepté s'ils résultent de sa propre négligence grossière ou de son omission volontaire.

4.19 DIVULGATION D'INTÉRÊTS

Un administrateur et dirigeant doit divulguer au Conseil d'administration l'intérêt financier qu'il a, directement ou indirectement, avec l'individu, la société ou la personne morale qui transige avec la Corporation ou qui désire le faire. L'administrateur et dirigeant en question n'a pas le droit de voter lors de l'adoption d'une résolution relative à une transaction dans laquelle il a un intérêt.

4.20 VALIDITÉ DES ACTES DES ADMINISTRATEURS

Même si l'on découvre postérieurement qu'il y a quelque irrégularité dans l'élection ou la nomination d'un administrateur et dirigeant ou d'une personne qui agit comme tel, ou qu'un ou des membres du Conseil d'administration étaient disqualifiés, un acte fait par le Conseil d'administration par une personne qui agit comme administrateur et dirigeant est aussi valide que si chacune des personnes visées avait été dûment nommée ou élue ou était qualifiée pour être administrateur.

4.21 INCOMPATIBILITÉ

Toute personne élue à l'un des postes d'administrateur doit démissionner dans les trente (30) jours suivant son élection de toute autre fonction, charge ou poste qu'elle occupe au sein de la Corporation ou au sein de l'un des membres actifs, sauf si le Conseil d'administration le permet par voie de résolution officielle.

Règlements Généraux de Hockey Estrie

4.22 PROCÉDURE

Le président de la Corporation ou selon le cas le président d'assemblée détermine la procédure à suivre lors des assemblées du Conseil d'administration sous réserve de l'appel aux administrateurs.



CHAPITRE 5

ÉLECTIONS

**COMITÉ DE MISE EN CANDIDATURE
MEMBRES ADMISSIBLES
PROCÉDURES**

CHAPITRE 5. ÉLECTIONS

5.1 COMITÉ DE MISE EN CANDIDATURE

5.1.1 COMPOSITION

5.1.1.1 Le comité de mise en candidature est composé de trois (3) personnes désignées par le Conseil d'administration. Ces personnes sont choisies à l'extérieur du Conseil d'administration et au moins soixante (60) jours avant la date prévue de l'assemblée annuelle.

5.1.1.2 Le comité de mise en candidature a pour fonction de recevoir les mises en candidature des membres de la Corporation aux fonctions d'administrateurs. Le rapport du Comité doit être lu à toute assemblée annuelle.

5.1.2 PROCÉDURE

5.1.2.1 Le comité de mise en candidature adopte annuellement le formulaire de mise en candidature requis. Il adresse au président de la Corporation les mises en candidature qu'il reçoit aux différentes fonctions d'administrateurs de la Corporation. Cette liste des mises en candidature est adressée aux personnes ayant le droit de vote à toute assemblée annuelle en même temps que l'avis de convocation mentionné au règlement 3.6.1. L'envoi de cette liste relève de la Corporation.

5.1.2.2 Le Comité de mise en candidature est maître de sa régie interne et il peut adopter des règles en matière de mise en candidature notamment l'obligation qu'un formulaire de mise en candidature soit signé par des proposeurs ayant le droit de vote à une assemblée des membres.

5.1.3 MANDAT ET VACANCE

Le mandat du Comité de mise en candidature se termine avec l'élection des officiers lors d'une assemblée annuelle et toute vacance au sein de ce Comité est comblée par le Conseil d'administration. Le quorum requis pour le fonctionnement du Comité est fixé à deux (2) dont le président du Comité.

5.1.4 ABSENCE OU INSUFFISANCE DE MISES EN CANDIDATURE

Au cas d'absence de mise en candidature à l'un des postes d'officiers, des mises en candidature peuvent alors provenir directement des personnes ayant le droit de vote à l'assemblée annuelle. Toute personne ainsi mise en candidature devra être présente à cette assemblée annuelle.

5.2 MEMBRE ADMISSIBLE

Ils sont les membres actifs (AHM), affiliés (Ligues) et individuels (joueurs, entraîneurs, officiels sur et hors glace) et administrateurs de la Corporation dûment reconnus par la Corporation selon les modalités et conditions fixées de temps à autre par le Conseil d'administration.

5.3 PROCÉDURES MISE EN CANDIDATURE

5.3.1 Le candidat ou la candidate désirant se présenter à un poste d'administrateur et dirigeant doit obligatoirement être membre actif de Hockey Québec et compléter le bulletin de mise en candidature prescrit.

5.3.2 Ce bulletin exige que trois proposeurs, membre de la Corporation dûment inscrit dans le registre HCR, proposent la dite candidature. Il doit y avoir au minimum un (1) administrateur des membres actifs (AHM) comme proposeur.

Règlements Généraux de Hockey Estrie

- 5.3.3** Aucune photocopie ou fac-similé de signature ne sera accepté. Un bulletin reçu par télécopieur sera refusé.
- 5.3.4** Le bulletin de mise en candidature doit être transmis au comité de mise en candidature à l'adresse indiquée ci-après afin que ce dernier l'ait reçu en main au plus tard le **2^e vendredi de mai**. Le mode de transmission du bulletin est au choix de la personne qui pose sa candidature et à ses frais. Tout bulletin reçu après l'heure et la date mentionnée sera refusé.
- 5.3.5** Le bulletin doit être transmis au plus tard à **17h00 le 2^e vendredi de mai** à :
- Comité de mise en candidature
Hockey Estrie
2959 Boul. Université, suite 226
Sherbrooke (Québec)
J1K 2X6
- 5.3.6** Les bulletins seront vérifiés par le comité de mise en candidature, à **17 :01 le 2^e vendredi de mai** après la fermeture et en présence d'un témoin.
- 5.3.7** S'il y a deux personnes ou plus au poste en élection de l'année en cours, chacune aura droit à une période de cinq minutes afin de faire part aux délégués des raisons qui la motive à poser sa candidature. Nous portons à votre attention l'article 4.2 des règlements généraux de Hockey Estrie:



CHAPITRE 6

COMMISSIONS, COMITÉS & RENCONTRE RÉGIONALE (RRHE)

CHAPITRE 6. COMMISSIONS, COMITÉS & RENCONTRE RÉGIONALE (RRHE)

6.1 FORMATION ET COMPOSITION

- 6.1.1** Le conseil d'administration peut former de temps à autre toute commission ou tout comité nécessaire au fonctionnement de la Corporation. Toute commission ou tout comité est maître de sa régie interne sauf disposition contraire dans les présents règlements ou tout autre règlement de la Corporation.
- 6.1.2** Le conseil d'administration détermine la composition de chaque commission ou comité, en nomme les membres, comble les vacances et prévoit leur mandat et l'échéancier de leur travail s'il y avait lieu

6.1 FORMATION ET COMPOSITION

- 6.1.1** Le conseil d'administration peut former de temps à autre toute commission ou tout comité nécessaire au fonctionnement de la Corporation. Toute commission ou tout comité est maître de sa régie interne sauf disposition contraire dans les présents règlements ou tout autre règlement de la Corporation.
- 6.1.2** Le conseil d'administration détermine la composition de chaque commission ou comité, en nomme les membres, comble les vacances et prévoit leur mandat et l'échéancier de leur travail s'il y avait lieu.

6.2 RENCONTRE RÉGIONALE HOCKEY ESTRIE (RRHE)

- 6.2.1** La RRHE est une rencontre dans laquelle a lieu des présentations, des discussions et des décisions.
- 6.2.2** Le nombre de RRHE et leurs dates sera déterminés chaque mois de juin pour la prochaine année
- 6.2.3** Les membres admis au RRHE sont :
- Les administrateurs de la Corporation
 - Les permanents de la Corporation
 - Les membres actifs (AHM)
 - Les membres affiliés (Ligues)
 - Les responsables des Comités Hockey Estrie
- 6.2.4** Uniquement les membres actifs (AHM) ont droit de vote. Les délégués des membres actifs, au nombre de trois, ont droit à un seul vote chacun.
- 6.2.5** Chaque membre actif a l'obligation d'être représenté pour les RRHE. Une absence à une RRHE entraîne automatiquement une amende de 125,00 \$ au membre actif.



CHAPITRE 7

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

CHAPITRE 7. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

7.1 ANNÉE FINANCIÈRE

L'année financière de la Corporation débute le 1^{er} avril d'une année pour se terminer le 31 mars de l'année suivante.

7.2 VÉRIFICATEUR DES COMPTES

Le vérificateur des comptes de la Corporation est nommé à chaque année lors de l'assemblée annuelle par les personnes ayant le droit de vote.

7.3 EFFETS BANCAIRES

Chaque chèque, billet ou autre effet bancaire de la Corporation est signé à la main ou mécaniquement par aux moins deux (2) personnes désignées par le Conseil d'administration. Dans le cas des signatures mécaniques, seule la personne autorisée spécifiquement à cette fin par le Conseil d'administration peut apposer les signatures mécaniques.

7.4 CONTRATS

Un contrat ou tout autre document requérant la signature de la Corporation est signé par le président et le secrétaire ou tout autre personne désignée généralement ou spécifiquement à cette fin par le Conseil d'administration.



CHAPITRE 8

DISPOSITIONS FINALES

CHAPITRE 8. DISPOSITIONS FINALES

8.1 AMENDEMENTS AUX PRÉSENTS RÈGLEMENTS

Toute modification aux présents règlements doit d'abord être adoptée par le Conseil d'administration et soumise par la suite pour ratification à une assemblée annuelle ou assemblée extraordinaire convoquée à cette fin, selon le cas. À moins qu'il n'en soit prévu autrement par la Loi, le Conseil d'administration peut entre deux (2) assemblées annuelles apporter des modifications aux présents règlements et ses modifications sont en vigueur dès leur adoption et jusqu'à une prochaine assemblée annuelle ou extraordinaire selon le cas et si elles ne sont pas ratifiées à l'assemblée annuelle suivante, elles cessent d'être en vigueur mais de ce jour seulement.

8.2 ABROGATION

Les présents règlements abrogent tous les règlements généraux antérieurs de la Corporation.

8.3 ENTRÉE EN VIGUEUR

Les présents règlements généraux entreront en vigueur dès leur adoption par le Conseil d'administration.

8.4 PROCÉDURES DE MODIFICATION AUX RÈGLEMENTS

8.4.1 Les membres admissibles pour proposer une modification sont les administrateurs des membres actifs (AHM) et affiliés (AHM)

8.4.2 Le processus de modification aux règlements de Hockey Estrie se fera aux deux (2) ans, en alternance avec le processus de modification à la réglementation de Hockey Québec :

2017-2018 = Modification H.E.

2018-2019 = Modification H.Q.

2019-2020 = Modification H.E.

2020-2021 = Modification H.Q.

Etc...



CHAPITRE 9

RÈGLEMENT GÉNÉRAL D'EMPRUNT

CHAPÎTRE 9. RÈGLEMENT GÉNÉRAL D'EMPRUNT

Les administrateurs peuvent, lorsqu'ils le jugent opportun :

- a) Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la Corporation ;
- b) Émettre des obligations ou autres valeurs de la Corporation et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugées convenables ;
- c) Hypothéquer les immeubles et les meubles ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la Corporation.

TABLE DES MATIÈRES

<u>CHAPITRE 1</u>		<u>DISPOSITIONS GÉNÉRALES</u>	
1.1	Dénomination sociale (Nom)		3
1.2	Définitions		3
1.3	Mission, Buts et Objectifs		3 et 4
1.4	Siège		4
1.5	Affiliation		4
1.6	Interprétation		4
1.7	Association de Hockey Mineur		4et 5
<u>CHAPITRE 2</u>		<u>MEMBRES</u>	
2.1	Catégorie		7
2.2	Modalités et conditions d'affiliation		7
2.3	Cotisation		7 et 8
2.4	Démission		8
2.5	Suspension ou expulsion		8
<u>CHAPITRE 3</u>		<u>ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE</u>	
3.1	Composition		10
3.2	Pouvoirs		10
3.3	Liste des délégués		10
3.4	<u>Date de convocation</u>		10
3.5	Assemblée extraordinaire		10
3.6	Avis de convocation		11
3.7	Quorum		11
3.8	Vote		11
3.9	Procédure d'assemblée		11
<u>CHAPITRE 4</u>		<u>CONSEIL D'ADMINISTRATION</u>	
4.1	Composition		13
4.2	Mandat		13
4.3	Pouvoirs et rôles		13
4.4	Qualité des personnes candidates au conseil d'administration		13
4.5	Assemblée du conseil d'administration		13
4.6	Quorum		13
4.7	Ajournement		13

Règlements Généraux de Hockey Estrie

4.8	Conférence téléphonique	14
4.9	Démission	14
4.10	Vacance et remplacement	14
4.11	Dirigeants	14
4.12	Indemnisation et rémunération	14
4.13	Code d'éthique	14
4.14	Tâches et fonctions des administrateurs et dirigeants	14
4.15	Le président	14
4.16	Les vice-présidents	15
4.17	Un vice-président sera nommé secrétaire trésorier	15
4.18	Responsabilité des administrateurs et dirigeants	15
4.19	Divulgence d'intérêts	15
4.20	Validité des actes des administrateurs	15
4.21	Incompatibilité	15
4.22	Procédure	16
 <u>CHAPITRE 5</u> <u>COMITÉ DE MISE EN CANDIDATURE</u>		
5.1	Composition	18
5.2	Procédure	18
5.3	Mandat et vacance	18
5.4	Absence ou insuffisance de mise en candidature	18
 <u>CHAPITRE 6</u> <u>COMMISSIONS ET COMITÉS</u>		
6.1	Formation et composition	20
 <u>CHAPITRE 7</u> <u>DISPOSITIONS FINANCIÈRES</u>		
7.1	Année financière	22
7.2	Vérificateur des comptes	22
7.3	Effet bancaires	22
7.4	Contrats	22
 <u>CHAPITRE 8</u> <u>DISPOSITIONS FINALES</u>		
8.1	Amendements aux présents règlements	24
8.2	Abrogation	24
8.3	Entrée en vigueur	24
 <u>CHAPITRE 9</u> <u>RÈGLEMENT GÉNÉRAL D'EMPRUNT</u>		
9.1	Les administrateurs peuvent.....	26
	Tables des matières	27 et 28